

DÉPARTEMENT
de la Haute-Saône

COMMUNE
de la Villedieu
ou Fontenette

RIVIÈRE
de la Fontaine de la Grande-Eau.

Moulin
du s. Billen (jean)

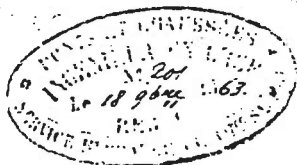
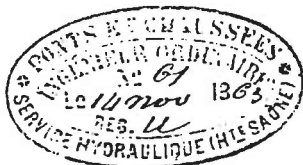
MODÈLE N° 7

Annexé à la Circulaire du 23 octobre 1851.

RÈGLEMENT D'EAU.

Certificat N° 282-94
Dossier N° 4
Liasse N° 2
Pièce N° 8
ou Barbaux

PROCÈS-VERBAL DE RÉCOLEMENT.



Le *trois* en nombre mil huit cent soixante-trois
Nous soussigné, Ingénieur des Ponts et Chaussées,
Vu l'arrêté préfectoral en date du 26 juillet 1862 qui réglemente
le moulin que le s. Billen (jean) possède sur le ruisseau de la
Fontaine de la Grande-Eau, au territoire de la Villedieu ou
Fontenette.

Vu notamment l'article 12 portant que les travaux prescrits
devront être terminés dans le délai de cinq mois
à dater de la notification,
Nous sommes rendu à la Villedieu pour procéder au procès-
verbal de récolement desdits travaux.

Par lettre en date du 26 octobre nous avons fait connaître à M. le
Maire de la Commune de la Villedieu l'époque et l'objet de cette
visite, en le priant de donner à cet avis toute publicité, et de prévenir
spécialement :

Nous avons nous-même prévenu directement le s. Billen.

Étaient présents : M. Billen usinier.

Et, en présence des personnes susdénommées, nous avons constaté ce qui suit :

PRESCRITES.	EXÉCUTÉES.
<p>Art. 2. Le niveau légal de la retenue est fixé à (1^{m.05}) un mètre trois cent cinquante en contrebas de l'appui de la fenêtre du rez-de-chaussée la plus rapprochée de la tête d'eau sur la façade du moulin perpendiculaire au bief, point qui pour repère provisoire auquel il a été donné la cote (10^{m.00})</p> <p>Le niveau légal de la retenue est donc fixé à la cote 8.97 (voir nivellement).</p>	<p>Art. 2. Le niveau légal de la retenue est fixé à (1^{m.05}) un mètre trois cent cinquante en contre-bas de l'appui de la fenêtre du rez-de-chaussée la plus rapprochée de la tête d'eau sur la façade du moulin perpendiculaire au bief, point qui pour repère provisoire auquel il a été donné la cote (10^{m.00})</p> <p>Le niveau légal de la retenue est ainsi fixé à la cote (8.97) du nivellement.</p>
<p>Art. 3. Il sera construit près de la tête d'eau sur la rive gauche du bief, un diversoir en maçonnerie hydraulique de dix mètres de longueur (10^{m.00}) entre bajoyers verticaux. La crête formée d'une assise en pierre de taille ou d'une pièce en bûche de chêne ancrée par bout dans les deux bajoyers, sera élevée dans le plan de la retenue, soit à dire à un mètre trois cent cinquante (1^{m.05}) en contrebas du repère provisoire.</p>	<p>Art. 3. Il a été construit près de la tête d'eau sur la rive gauche du bief, un diversoir en maçonnerie hydraulique de dix mètres (10^{m.00}) de longueur entre bajoyers verticaux. La crête formée d'une assise en pierre de taille ou d'une pièce en bûche de chêne ancrée par bout dans le plan de la retenue, soit à dire à un mètre trois cent cinquante (1^{m.05}) en contrebas du repère provisoire.</p>
<p>Art. 4. Le canal de décharge du diversoir sera disposé de manière à embrasser à son origine le diversoir auquel il fait suite et à évacuer toutes les eaux que cet ouvrage est appelé à débiter.</p>	<p>Art. 4. Le canal de décharge du diversoir est disposé de manière à embrasser à son origine le diversoir auquel il fait suite et à évacuer toutes les eaux que cet ouvrage est appelé à débiter.</p>

DISPOSITIONS

PRESCRITES.

Art. 6.

Il sera établi dans les parties déprimées de la berge de rive gauche du ruisseau de la Fontaine de la Grande. Une digue en terre bien battue dans la crête sera élevée de trois centimètres (0^m30) au moins au-dessus du plan de la retenue. Les digues en amont pas moins de un mètre de largeur en couronne et leur talus, revêtus gazonnés ou inclinés à trois de base pour deux de hauteur.

Art. 7.

Il sera posé près de l'usine en un point qui sera désigné par l'ingénieur un repère définitif et invariable du modèle adopté dans la Région.

Ce repère dont la zone indiquera seul le niveau légal de la retenue devra toujours rester accessible sous aux fonctionnaires publics soit aux particuliers qui ont intérêt à vérifier les hauteurs d'écoulement.

EXÉCUTÉES.

Art. 6.

Il a été établi dans les parties déprimées de la berge de rive gauche du ruisseau de la Fontaine de la Grande. Une digue dans la crête est élevée de (0^m30) trois centimètres au moins au-dessus du niveau de la retenue. Les digues, n'ont pas moins de (1^m00) un mètre de largeur en couronne et se raccordent avec la pente du terrain au lieu et de terminent par un talus incliné à 3 de base pour 2 de hauteur.

Art. 7.

Il a été posé près de l'usine en un point qui a été désigné par l'ingénieur un système de repère définitif et invariable, du modèle adopté dans la Région.

Ce système de repère se compose d'une barre de fer au-dessus d'une borne en pierre de taille.

La barre de fer est scellée dans la berge d'aval de l'écurie. Son extrémité inférieure est dans le plan de la retenue.

La borne en pierre de taille est établie dans la berge d'aval de l'écurie. Cette borne porte sur sa face supérieure, qui est dressée horizontalement, l'inscription (RH-0^m62) qui indique la hauteur au-dessus du niveau légal de la retenue.

DISPOSITIONS	
PRESCRITES.	EXÉCUTÉES.

Et, après avoir donné lecture du présent procès-verbal aux personnes présentes, nous les avons invitées à le signer avec nous.

Presinien,
Signé: Bille

Et nous avons clos le présent procès-verbal à la Villodière le 10 septembre 1890, la jour
mon en au jour de l'année

La Villodière de la Villodière.
(clerc)

Le 10 septembre 1890, la jour de l'année
Signé: E. Henry.

(Pour copie conforme)
Le 10 septembre 1890, la jour de l'année
Signé: E. Henry.

OBSERVATIONS ET AVIS.

L'Ingénieur ordinaire soussigné;

Vu le procès-verbal d'acte fait duquel il résulte
que les prescriptions de l'arrêté réglementaire en date
du 26 juillet 1862 sont exactement remplies;

Est d'avis qu'il y a lieu de prononcer la réception
définitive des ouvrages régulateurs du moulin Du 2^e
Biller, situé au territoire de la Villadien, sur le
cours de la Fontaine de la Grande Eau.

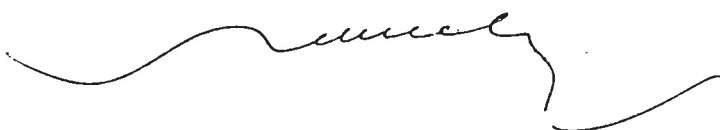
Le présent procès-verbal dressé en triple expédition
dont l'une devra rester aux archives de la Préfecture et
l'autre à celle de la mairie de la Villadien Fontenelle.

Fait, le 14 Novembre 1862.

Fait et proposé
par l'Ingénieur ordinaire soussigné

Fait, le 18 Novembre 1862.

E. H. M.



8

Carton N° 245
Dossier N° 16
Masse N° 1
Pièce N° 8

TRAVAUX PUBLICS.

DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-SAÔNE.

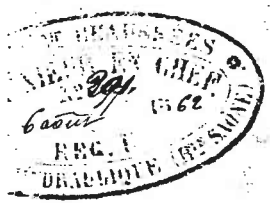
BUREAU.

RIVIÈRE
de la Fontaine de la Grande
non navigable
ni flottable.

COMMUNE
de la Ville de la Fontaine

ARRÊTÉ

PORTANT RÉGLEMENT D'EAU.



Nous, Préfet du département de la Haute-Saône,
Chevalier Officier de l'Ordre impérial de la Légion d'Honneur, Commandeur de l'Ordre pontifical de Saint-Grégoire le Grand, Charles III.

Sur le rapport de l'Ingénieur en chef des ponts et chaussées,
Vu la pétition en date du 5 août 1860, par laquelle le Sr. Biret Jean, a
demandé le règlement du moulin qu'il possède sur le ruisseau de la fontaine
de la Grande-Bau, au territoire de la Ville de la Fontaine.



Vu les pièces de l'instruction régulière à laquelle l'affaire a été soumise conformément aux circulaires des 19 thermidor an VI, 16 novembre 1834 et 23 octobre 1851, et notamment :

Les procès-verbaux des *enquêtes*



Le procès-verbal de visite des lieux et les rapports dressés par les ingénieurs des ponts et chaussées, les 17 avril - 10 Mai - 6 & 10 mai - 23 juillet 1862 ;

Le plan des lieux et les profils y annexés ;

Vu les lois des 20 août 1790, 6 octobre 1791, et l'arrêté du Gouvernement du 19 ventôse an VI ;

Vu le décret du 25 mars 1852 ;

Arrêtons :

Art. 1^{er}.

Le S^r Billet (eau) est autorisé à maintenir en activité le moulin qu'il possède sur le ruisseau de la Grande Eau, au territoire de la Villefranche, département de la Haute-Saône. Les appareils moteurs se composent de deux roues à auge qui font marcher deux paires de moulins et une tonnerie.

Art. 2.

Le niveau legal de la retenue est fixé à un mètre trois centimètres (1^m03) au contre-bas de l'appui de la fenêtre du rez-de-chaussée la plus rapprochée de la tête d'eau sur la façade du moulin perpendiculaire au bief, point pris pour repère provisoire, auquel il a été donné la cote (10^m00). Le niveau legal de la retenue est donc fixé à la cote 8.97 des nivellements.

Art. 3.

Il sera construit près de la tête d'eau sur la rive gauche du bief, un déversoir en maçonnerie hydraulique de dix mètres de longueur (10^m) entre bajoyers verticaux. Sa vûte formée d'une arête en pierre de taille ou d'une poutre en bois de chêne encastrée par bout dans les dits bajoyers, sera élevée dans le plan de la retenue, c'est-à-dire, à un mètre trois centimètres (1^m03) au contre-bas du repère provisoire.

Art. 4.

Le canal de décharge du déversoir sera disposé de manière à embrasser à son origine le déversoir auquel il fait suite et à couler facilement toutes les eaux que cet ouvrage est appelé à déverser.

Art. 5.

Il sera établi dans les parties délimitées de la berge de rive gauche du

mission de la Containe de la Grande-Cave des diques en terre bien battue, dont la crête sera élevée de trente centimètres (0^m30) au moins au-dessus du plan de la uterne. Ces diques n'auront pas moins de 1^m00 de largeur en couronne et leurs talus seront gazonnés et inclinés à trois de base pour deux de hauteur.

Art. 6.

S'il l'Administration vient à concéder quelque prise d'eau d'irrigation en Amont de l'usine du S. Billet, l'usiner devra tenir les eaux à la hauteur du niveau légal aux heures fixées pour l'arrosage et ne pourra s'exposer en rien aux pénalités de la concession.



ART. 7

Il sera posé près de l'usine, en un point qui sera désigné par l'Ingénieur, un repère définitif et invariable du modèle adopté dans le département. Ce repère, dont le zéro indiquera seul le niveau légal de la retenue, devra toujours rester accessible soit aux fonctionnaires publics, soit aux particuliers qui ont intérêt à vérifier la hauteur des eaux.

Le permissionnaire ou son fermier seront responsables de la conservation du repère définitif, ainsi que des repères provisoires jusqu'à la pose du repère définitif.

ART. 8

Dès que les eaux dépasseront le niveau légal de la retenue, le permissionnaire ou son fermier seront tenus de lever les vannes de décharge pour maintenir les eaux à ce niveau, et de les ouvrir au besoin en totalité. Ils seront responsables de la surélévation des eaux tant que leurs vannes ne seront pas levées à toute hauteur.

En cas de refus ou de négligence de leur part d'exécuter cette manœuvre en temps utile, il y sera procédé d'office, à leurs frais, à la diligence du maire de la commune, et ce sans préjudice de l'application des dispositions pénales dont ils seraient passibles, ou de toute action civile qui pourrait leur être intentée à raison des pertes et dommages résultant de ce refus ou de cette négligence.

ART. 9

Le permissionnaire ou son fermier seront tenus d'effectuer le curage à vif fond du bief de l'usine dans toute l'étendue du remous, toutes les fois que la nécessité s'en fera sentir ou qu'ils en seront requis par l'autorité administrative, si mieux n'aiment les riverains opérer ce curage eux-mêmes et à leurs frais, sauf l'application des règlements locaux actuellement existants ou à intervenir. *Le remous s'étend à 300^m sur le niveau de la fontaine de la G^{de} Eau, et à 210^m sur le niveau de Chourouart.*

ART. 10

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements intervenus ou à intervenir sur la police, le mode de distribution et le partage des eaux.



ART. 11 .

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ART. 12 .

Les travaux ci-dessus prescrits seront exécutés sous la surveillance des ingénieurs ; ils devront être terminés dans le délai de *cinq mois* à dater de la notification du présent arrêté.

A l'expiration du délai ci-dessus fixé, l'ingénieur rédigera un procès-verbal de récolement aux frais du permissionnaire, en présence de l'autorité locale et des parties intéressées dûment convoquées.

Si les travaux sont exécutés conformément au décret d'autorisation, ce procès-verbal sera dressé en deux expéditions. L'une de ces expéditions sera déposée aux archives de la préfecture et la seconde à la mairie du lieu.

ART. 13 .

Faute par le permissionnaire de se conformer, dans le délai fixé, aux dispositions prescrites, l'Administration se réserve, suivant les circonstances, de prononcer la déchéance du permissionnaire ou de mettre son usine en chômage, et, dans tous les cas, elle prendra les mesures nécessaires pour faire disparaître, aux frais du permissionnaire, toute cause de dommage provenant de son fait, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions en matière de cours d'eau.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux dispositions prescrites, le permissionnaire formerait quelque entreprise nouvelle ou changerait l'état des lieux sans y être préalablement autorisé.



ART. 14.

Le permissionnaire ne pourra prétendre aucune indemnité ni dédommagement quelconque si, à quelque époque que ce soit, pour l'exécution de travaux dont l'utilité publique aura été légalement constatée, l'Administration reconnaît nécessaire de prendre des dispositions qui le privent, d'une manière temporaire ou définitive, de tout ou partie des avantages résultant de la présente permission, tous droits antérieurs réservés.

ART. 15.

M. le Maire de la commune de *la Villodien - en - Fontenette* —
et M. l'Ingénieur en chef du service hydraulique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Vesoul, le *26 Juillet* — 18*62*

Le Préfet de la Haute-Saône,

Signé : *L. Isoard*

Pour ampliation :

Le Conseiller de préfecture Secrétaire général,

Signé : *Moëchet*

Pour Copie Conforme,
L'Ingénieur en chef

[Signature]

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

à la date du 1^{er} janvier 1885

A LURE
le 22 / 8 / 85
le Chef du
Centre Foncier

